

# Évaluation du cadrage des politiques publiques dans les zones pastorales d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (WANA)

Rete Appia et PASTRES – European University Institute - [michele.nori@eui.eu](mailto:michele.nori@eui.eu)



*Elevage de moutons en Tubas, West Bank, Palestine. M.Nori*

Ce travail fait partie d'une série du Centre Robert Schuman, Programme de Gouvernance Globale de l'Institut Universitaire Européen (Firenze), qui étudie le cadrage des politiques autour du pastoralisme dans différentes régions du monde. La rédaction de cet article a été financée par une subvention avancée du Conseil Européen de la Recherche à [PASTRES \(Pastoralisme, incertitude, résilience : leçons globales des marges\)](#), contrat : 740342.

Version original : [Assessing the policy frame in pastoral areas of West Asia and North Africa](#)

RSC Policy Paper 2022/02 - Global Governance Programme - ISSN 1830-1541

La version française est le résultat d'une collaboration entre Pastinova et PASTRES.



## Résumé

Les terres de parcours de la région Afrique du Nord et Moyen Orient (WANA en anglais) - qui comprend le Maghreb et le Machrek, la Turquie et des pays de la péninsule arabique – sont particulièrement propices à la pratique du pastoralisme, en raison du climat semi-aride et de la conformation montagneuse qui les caractérisent. Les changements environnementaux dans la région sont importants, résultant de la croissance démographique, des changements dans l'utilisation des terres et de la dynamique climatique, et constituent l'un des principaux moteurs de la transformation socio-économique et politique de la région. Dans la plupart des pays de la région, l'élevage est la principale source de subsistance d'une grande partie de la population, et la gouvernance foncière et du commerce du bétail sont des enjeux prioritaires pour l'économie politique nationale et régionale.

Malgré la grande hétérogénéité politique, économique et institutionnelle qui caractérise cette vaste région, les trajectoires de développement concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire ont convergé au fil du temps. Des tentatives répétées ont essayé de transformer les communautés de pasteurs en éleveurs sédentaires politiquement contrôlables, en les intégrant aux institutions de l'État et du marché. Les modèles de gestion des troupeaux et de la mobilité du bétail ont été reconfigurés en profondeur, et tandis que la mobilité pastorale est de plus en plus limitée à mesure que l'alimentation et l'eau sont apportées au bétail, et que les flux migratoires se sont intensifiés en produisant des transformations majeures au sein des sociétés locales.

Au fil du temps, les approches du développement, les dispositifs institutionnels et les dynamiques marchandes se sont révélés inadaptés aux besoins à long terme des éleveurs et des écosystèmes ruraux. En particulier dans les régions pastorales arides et reculées, les moyens locaux de subsistance se sont considérablement dégradés au cours des dernières décennies et dépendent aujourd'hui d'activités économiques non agricoles souvent pratiquées en dehors des frontières régionales. La reconfiguration des régimes fonciers, des modes de gestion du bétail et de l'organisation du travail a affaibli la capacité des groupes pastoraux à faire face à l'évolution des incertitudes. L'histoire récente des zones sèches de la région WANA est marquée par un développement économique fragile, des réseaux communautaires sous pression et des écosystèmes dégradés. Cette marginalisation politique et économique des zones sèches a des répercussions importantes sur l'ensemble de la région WANA et des sociétés qu'y évoluent.

|  |    |
|--|----|
| <b>Résumé</b> .....  | 2  |
| <b>La pertinence de l'élevage ovin et caprin dans la région WANA</b> ..... | 3  |
| <b>Un cadre non harmonisé mais cohérent</b> .....                          | 4  |
| <b>Une reconfiguration en profondeur de l'agriculture pastorale</b> .....  | 8  |
| <b>Une perspective critique du cadre politique du WANA</b> .....           | 17 |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....   | 18 |

## La pertinence de l'élevage ovin et caprin dans la région WANA<sup>1</sup>

La région dite d' "Afrique du Nord et Moyen-Orient" (en anglais WANA) - qui englobe le Maghreb et le Machrek, la Turquie et d'autres pays de la péninsule arabique – est caractérisée par des vastes zones steppiques et désertiques, propices à la pratique du pastoralisme en raison de leur climat aride et de leur conformation montagneuse. Le climat est généralement très chaud et sec, caractérisé par de faibles précipitations annuelles et des taux d'évaporation élevés. Les zones pastorales de la région se situent dans de montagnes de haute altitude, dans les espaces cotiers méditerranéens et dans les étendues désertiques du Sahara. Par conséquent, les systèmes pastoraux présentent une grande diversité, allant des troupeaux de bovins dans les zones semi-arides aux troupeaux d'ovins, de caprins et de camélins dans celles arides (FIDA, 2003; FAO, 2021).

Dans ces régions, l'élevage est une source primaire de subsistance, en fournissant des emplois et des revenus à une grande partie de la population. L'économie pastorale joue un rôle stratégique pour la sécurité alimentaire nationale, mais aussi pour atténuer la pauvreté d'une partie importante de la population rurale. Au Yémen, par exemple, l'élevage est la principale source de revenus de plus de trois millions de personnes, bien qu'il ne représente qu'environ 2,5 % du PIB du pays. En tant que forme dominante d'épargne, le bétail contribue à réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs et à accroître la résilience des petits paysans (Ates et Louhaichi, 2012). Les produits de l'élevage et leur commercialisation constituent une importante source de revenus pour les femmes rurales, dont le rôle social et économique s'est accru en raison des processus d'émigration (Zuccotti et al., 2018).

L'élevage et la gestion des parcours sont donc des questions prioritaires dans les agendas politiques nationaux et régionaux. Le commerce du bétail est également un secteur économique important, car la demande de protéines animales n'a cessé de croître depuis les années 1960, sous l'impulsion d'une population en forte croissance, plus riche et de plus en plus urbaine, et devrait doubler au cours de la prochaine décennie (BM et al., 2009; Ates et Louhaichi, 2012; Mohamed et al., 2019). Il est donc essentiel de comprendre l'économie politique qui sous-tend la gestion, la production et le commerce du bétail dans la plupart des pays de la WANA.

Dans cette région parmi les plus déficitaires en eau au monde et parmi les plus exposées aux impacts du changement climatique, seuls cinq pour cent des terres sont adaptées à l'agriculture. Bien qu'il n'existe pas de relation de cause à effet simple, il est prouvé que les sécheresses ont été un moteur important de transformation des moyens de subsistance et de changement politique dans les zones arides de la région, en raison de leurs implications directes sur la sécurité alimentaire locale, les flux migratoires et la stabilité politique. Le taux de fécondité est l'un des plus élevés au monde (croissance annuelle moyenne de 2,35 % au cours des quatre dernières décennies) et 70 % de la population a moins de 30 ans dans la plupart des pays. Une grande partie de cette croissance démographique a été absorbée par l'urbanisation, de sorte que dans les zones rurales, la population est restée à peu près stable, bien qu'une dynamique de concentration ait été observée dans les zones mieux desservies et à plus fort potentiel agricole (Fargues et Salinari, 2011 ; CIHEAM, 2012 ; ENPARD, 2012 ; Hsiang et Burke, 2014).

---

<sup>1</sup> Remerciements: Nous tenons à remercier pour leurs contributions Sergio Magnani, Jean-Paul Dubeuf, Ian Scoones, Abolfazl Sharifian, Mohamed Souissi, Mohamed Elloumi, Celine Dutilly-Diane, Mohamed El Mourid, Veronique Alary, Alain Abi Rizk, Linda Pappagallo, Hassen Boubakri, Mohamed Tarhouni, Mounir Louhaichi, Ali Nefzaoui, Riccardo Bocco.

Dans la plupart des pays de la WANA, les communautés pastorales maintiennent des liens identitaires forts au-delà des frontières nationales, et les groupes pastoraux, comme les Berbères ou les Bédouins, occupent une place importante dans les circonscriptions régionales mais sont souvent peu pris en compte dans la politique nationale. Certains groupes sont au centre de conflits de longue date, comme les Sahraouis et les Kurdes qui luttent pour leur indépendance politique, les Bédouins du Sinaï qui s'opposent au contrôle de l'État central ou les Bédouins palestiniens qui résistent à l'occupation militaire israélienne. Les communautés pastorales sont très attachées à leur territoire et dépendent largement des réseaux et des systèmes de gouvernance coutumiers souvent considérés comme problématiques pour des États centraux soucieux d'étendre leur contrôle sur les zones périphériques et les régions frontalières. Les principales politiques publiques se sont ainsi employées à déstructurer et à réduire le pouvoir des institutions coutumières, tout en cherchant à intégrer les communautés pastorales dans les économies nationales, avec le double objectif d'améliorer l'approvisionnement des urbains en produits animaux et de fournir des revenus et des moyens de subsistance aux populations rurales.

La région est caractérisée par des tensions et des différends importants entre pays voisins. Ces frictions affectent depuis longtemps les mobilités pastorales et les réseaux commerciaux. Les conflits récents qui ont ravagé la région - en Irak, en Syrie et en Libye - et les tensions politiques de longue date, affectent les communautés pastorales dans leurs capacités de production et d'échange. D'autre part, les différences administratives, économiques et politiques qui caractérisent les États de la région accroissent les incertitudes économiques, sociales et politiques pour les communautés transnationales, faisant du passage des frontières une activité à "valeur ajoutée", car elle offre des opportunités de commerce et de mise en réseau (Sinjilawi et Nori, 2005; Lazarev, 2008 ; Meddeb, 2012 ; Daoud et al., 2016).

## Un cadre non harmonisé mais cohérent

Ce cadre politique fragmenté et conflictuel a entravé une intégration économique régionale cohérente, ainsi que la définition d'un cadre politique régional commun pour le développement agricole et rural. Toutefois, les trajectoires de développement ont convergé au fil du temps, malgré des approches idéologiques et institutionnelles. Les principales différences sont liées à l'héritage colonial, au positionnement politique pendant la guerre froide, et à l'importance des revenus miniers (du pétrole, du gaz ou des phosphates) dans l'économie nationale. Cela se répercute directement sur la capacité d'approvisionnement sur les marchés alimentaires mondiaux et sur la nécessité de s'appuyer sur la coopération internationale. Bien qu'il n'existe pas de politique régionale commune, les politiques agricoles et alimentaires nationales ont montré des signes d'alignement.

Après la décolonisation des années 1960, la plupart des pays de la WANA ont encouragé l'autosuffisance nationale en soutenant les prix agricoles et en facilitant l'accès aux intrants, ainsi que par des mesures visant à organiser et à contrôler les producteurs et les chaînes de valeur. Ce cadre politique a été bouleversé par les graves sécheresses qui ont frappé la région à partir des années 1970, mettant en évidence à la fois la vulnérabilité des moyens de subsistance des ruraux et la fragilité des politiques nationales de sécurité alimentaire. Dans la plupart des pays, les populations rurales ont subi des pertes dramatiques et un remaniement intense des modes de subsistance, en particulier dans les zones arides et semi-arides, y compris une importante dynamique de réinstallation des familles d'éleveurs (Karrou et al., 2007). L'appui de l'État à cette époque visait à assurer l'accès des populations rurales aux produits de base, y

compris aux intrants de production. Finalement, comme on le verra, ces mesures d'urgence sont devenues structurelles par le biais de systèmes de subventions et de prêts, avec des repercussions importantes sur les systèmes agricoles locaux.

Depuis la fin des années 1980, les politiques agricoles de la plupart des pays WANA ont été façonnées par les programmes d'ajustement structurel (PAS), qui ont largement limité l'intervention étatique dans l'ensemble du monde rural, et plus particulièrement dans les zones éloignées et intérieures. Par le biais d'importantes coupes et réorientations budgétaires, les mesures du PAS ont contribué à saper les infrastructures et les services publics déjà inefficaces dans les zones rurales, affaiblissant davantage le contrat social entre l'État et les communautés pastorales.

Les politiques d'ajustement des années 1990 ont déréglementé les marchés et favorisé l'intégration économique dans le commerce mondial; les accords avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'UE ont accru la dépendance de la plupart des pays à l'égard des importations alimentaires en vue de répondre aux besoins d'une population urbaine croissante et diversifiée (INRA, 2015; Nori, 2019). Le nouveau cadre politique établi par les PAS a ouvert à la libéralisation du marché, et à la privatisation des ressources et des terres de parcours. Les dépenses publiques, qu'elles proviennent du budget de l'État ou des bailleurs internationaux, ont été destinées aux systèmes d'agriculture intensive (grands projets d'irrigation, élevage intensif de volaille et des bovins laitiers), tandis que le soutien aux petits paysans en particulier dans les zones arides a été drastiquement réduit (Alary, 2006 ; Dutilly-Diane, 2006 ; Dukhan, 2017).

Les politiques foncières et les réformes institutionnelles ont destiné, par le biais de financements privés ou publics aux intérêts souvent convergents, les terres de parcours à l'agriculture et à la foresterie. En Tunisie, l'établissement de titres de propriété individuels a été accéléré pour permettre aux agriculteurs les plus aisés d'accéder au crédit agricole et d'accroître la production (Elloumi et al., 2006; CIHEAM, 2014; Nori, 2019a). En Égypte, le gouvernement central a attribué de vastes étendues de terres à des officiers de l'armée et à de riches commerçants, malgré les protestations des communautés bédouines locales (Daoud et al., 2016). En Syrie, les investissements de l'État dans les steppes orientales ont pris la forme de plantations forestières, suivant des expériences similaires dans les pays voisins au cours des décennies précédentes (BM, 1995). Il va sans dire que, dans la plupart des cas, les besoins et les droits des communautés locales ont été peu pris en compte dans la planification du développement.

#### **ENCADRÉ - Le Plan Maroc Vert**

Au Maroc, le désengagement de l'État dans les régions pastorales est manifeste dans le Plan Maroc Vert (PMV). Depuis son adoption en 2008, le Plan vise à faire de l'agriculture un levier de croissance économique; sa mise en œuvre repose sur: a) un pilier économique axé sur des productions à haute valeur ajoutée destinées à l'exportation et, b) un pilier social complémentaire orienté vers les petits paysans marginaux (Belghazi, 2013). L'Association Nationale des éleveurs Ovins et Caprins est l'infrastructure institutionnelle reliant les services de l'État aux éleveurs sur le terrain.

Le pilier économique est pris en charge par l'État, par le biais de l'Agence de développement agricole qui finance des projets destinés à améliorer la productivité et à moderniser le secteur agricole et en soutenant des nouveaux investissements. Des mesures législatives ont favorisé la privatisation et la marchandisation des terres publiques et collectives. La production et la

commercialisation des cultures se sont intensifiées grâce à des programmes d'irrigation et de gestion de l'eau, et à la réorganisation des chaînes de valeur et des systèmes de distribution nationaux (USAid, 2010).

Si le gouvernement marocain alloue des fonds pour soutenir la modernisation de l'agriculture et la performance économique dans les milieux à fort potentiel, ils sont surtout les organisations internationales appelées à prendre en charge le pilier social, "Agriculture Solidaire", en finançant des programmes d'agriculture "inclusive" ciblant les petits agriculteurs et les communautés rurales vivant dans des zones reculées.

**Tableau 1 – Principales étapes de l'évolution des cadres politiques dans les régions du Maghreb et du Mashreq**

| <i>Période</i>  | <i>Processus</i>   | <i>Impacts</i>   |
|---|--|--|
| Modèles de développement post-colonial<br><br>1960s           | Liés à l'héritage de l'expérience coloniale, à leur positionnement pendant la guerre froide et à l'importance des revenus miniers  | La plupart des pays ont encouragé l'autosuffisance nationale en soutenant les prix et les intrants des producteurs et en organisant la production de manière à stimuler et à contrôler l'offre et à favoriser l'intégration de la chaîne de valeur.  |
| Graves épisodes de sécheresse<br><br>1970s                    | Mettant en évidence la vulnérabilité des moyens de subsistance ruraux ainsi que la fragilité des systèmes de sécurité alimentaire  | L'aide de l'État visait à garantir l'accès aux produits de consommation et de production de base, y compris les aliments pour animaux et les services vétérinaires pour les éleveurs. Des mesures d'urgence pour soutenir la survie des troupeaux, qui se sont finalement transformées en stratégies de production structurelles |
| Programme d'ajustement structurel (PAS)<br><br>1980s          | Formes de libéralisation du marché des années 1980, privatisation des ressources et, finalement, désengagement croissant de l'État.  | Les dépenses publiques destinées à soutenir les moyens de subsistance des populations rurales ont été réduites, en particulier dans les zones pastorales, ce qui a conduit de l'autosuffisance à la dépendance vis-à-vis du marché.  |
| Vagues ultérieures de restructuration économique<br><br>1990s | Déréglementation du marché et intégration économique dans le commerce mondial ; les accords commerciaux internationaux (OMC, UE) ont accru la dépendance de la plupart des pays vis-à-vis de la dynamique du marché.   | Soutien de l'État, régimes de subventions et de crédit, et investissements énormes dans les infrastructures hydrauliques et le développement de l'irrigation dans les zones à fort potentiel.  |
| Plus récemment  | Approches plus systémiques et globales, prenant en compte les dynamiques sociales et écosystémiques ;<br>Formes de planification du développement communautaire ;<br>Connaissances et participation locales ;<br>Accès aux ressources par le biais de codes pastoraux (par exemple, en Tunisie). |  |

Les pays de la région WANA sont aujourd'hui de plus en plus déficitaires en produits alimentaires. Le secteur de l'élevage ne fait pas exception et les Etats, afin de répondre à une demande de consommation croissante poursuivent, d'une part, une politique d'intensification des productions animales et, d'autre part, d'importation de produits alimentaires et d'intrants agricoles, y compris d'aliments de bétail. La dépendance alimentaire croissante des pays est une préoccupation importante pour les régimes politiques nationaux, car la légitimité de l'État dépend de la sécurité alimentaire.

Cela explique pourquoi, même dans un régime général de libéralisation des marchés, les chaînes de valeur des produits animaux et des céréales restent souvent fermement sous le contrôle des états. Des systèmes de quotas et des barrières commerciales sont mis en œuvre dans un objectif de protection des marchés intérieurs et de stabilité sociale (Alary et El Mourid, 2005 ; Dutilly-Diane, 2006). Si les producteurs reçoivent des crédits et des subventions pour les semences, les engrais et le carburant, ils sont obligés de vendre leur production aux monopoles étatiques (FIDA, 2003:99). Dans l'ensemble, les systèmes mis en place pour contrôler la production alimentaire nationale et l'approvisionnement sur le marché se sont avérés peu viables pour les finances publiques, en particulier dans les pays sans ressources pétrolières, avec des risques liés à la volatilité des marchés internationaux. D'autre part, ces mesures contribuent à donner une valeur significative aux transactions informelles transfrontalières, car les conditions et les opportunités changent d'un côté à l'autre de la frontière (Meddeb, 2012 ; Nori et Baldaro, 2017).

Dans cette même perspective, les investissements publics réalisés dans les pays WANA pour soutenir l'agriculture ciblent généralement l'agriculture irriguée (le totem céréalier), tandis que l'élevage intensif est souvent l'option "moderne" privilégiée pour renforcer l'offre nationale de protéines animales (le totem bovin) (et, plus récemment, les programmes avicoles intensifs). Ces efforts de développement ont été soutenus par des politiques favorisant la sédentarisation des populations et l'établissement de droits fonciers exclusifs. L'élevage bovin intensif ne peut cependant pas se baser sur le seul pâturage local et est souvent associé à des projets d'irrigation dans les zones pastorales plus humides. Dans l'ensemble, l'intensification des systèmes agricoles a entraîné une concurrence accrue pour les rares ressources en eau, les pasteurs étant souvent perdants (Glenck, 2014; Deleule, 2016). Les productions ovines, caprines et caméline plus extensives qui caractérisaient historiquement la région, ont donc été confinées à des milieux plus périphériques, géographiquement et politiquement.

Comme la consommation de produits ovins et caprins reste populaire et largement associée à des événements religieux (environ la moitié de la consommation annuelle totale de moutons et de chèvres a lieu lors des rituels de l'Eïd), leur commerce constitue l'épine dorsale de transactions régionales plus larges et un moteur important de l'économie régionale. Le commerce du bétail fonctionne à travers des chaînes de valeur étendues, de l'approvisionnement en intrants à l'engraissement jusqu'au placement sur le marché, qui constituent une source significative de travail et de revenus pour divers acteurs, et une source importante de revenus internationaux pour certains pays (Elloumi et al., 2006; Srairi, 2016). Les mouvements informels et le commerce transnational sont tout aussi essentiels pour soutenir les économies pastorales car ils constituent un moyen stratégique pour gérer la volatilité du marché en exploitant les conditions économiques asymétriques entre les pays. Aujourd'hui, une partie importante du bétail consommé dans les pays riches du Golfe provient du Mashreq ou de pays encore plus éloignés comme la Somalie, le Soudan et l'Australie.

Il s'agit cependant de sujets sensibles, pour des raisons à la fois politiques et techniques, tel que la santé humaine et animales, car un grand nombre de ces transactions ont lieu de

manière informelle (Jaber et al., 2016). Si ce commerce a traditionnellement été toléré par les autorités centrales comme un moyen de satisfaire les intérêts et les besoins des élites locales, il est récemment devenu une source d'inquiétude, car les mêmes routes et réseaux qui font transiter le bétail sont utilisées pour la contrebande et les activités de trafic illégal et même par des milices insurgées (Meddeb, 2012; Nori et Baldaro, 2017).

#### **BOX - Liens entre le sous-développement et l'insécurité dans la péninsule du Sinaï**

La région du Sinaï est une péninsule bordée par Israël et Gaza à l'est et par le canal de Suez à l'ouest qui la sépare du reste de l'Égypte. Le groupe le plus important de la région, environ 550.000 habitants, est constitué par les Bédouins, une communauté historiquement nomade, bien qu'aujourd'hui seule une minorité de familles bédouines continue à pratiquer le pastoralisme. Des rapports récents établissent un lien entre l'évolution des moyens de subsistance des Bédouins et les schémas d'exclusion et de conflit dans la région.

Outre les facteurs écologiques, l'impact de l'occupation israélienne puis du contrôle égyptien ont contribué à un démantèlement majeur des moyens de subsistance agropastoraux traditionnels et à une dépendance croissante à l'égard du travail rémunéré précaire, du commerce illégal et des activités illicites. Depuis que l'État égyptien a pris le contrôle de la région au début des années 1980, les programmes d'investissement économique dans le Sinaï ont largement favorisé l'installation des migrants de la vallée du Nil. Peu d'avantages ont profité à la population bédouine, qui a plutôt été la cible de programmes de réinstallation et d'aide alimentaire, tandis que leur discrimination en termes de droits fonciers, de ressources naturelles et d'accès aux services a augmenté (GSD, 2012).

La marginalisation socio-économique s'est traduite par des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne. En termes de marginalisation politique, les Bédouins n'ont pas eu le droit de vote avant 2007, et les institutions locales ont été nommées par l'État plutôt qu'élues. Selon plusieurs chercheurs, les problèmes d'exclusion, de pauvreté et de manque d'alternatives économiques chez les Bédouins ont contribué à pousser les jeunes locaux à s'engager dans la contrebande transfrontalière et le trafic de drogues, d'armes et de migrants, et depuis le début des années 2000 également dans l'insurrection, avec la montée en puissance des groupes terroristes et islamistes dans la région (Yaari et St. Pierre, 2011; GSD, 2012).

La guerre à Gaza en 2008 et le blocus israélien ont créé une nouvelle demande de produits de contrebande et augmenté les flux migratoires régionaux. Dans cet environnement, la contrebande a prospéré, et les groupes criminels se sont constitués en réseaux de type mafieux. En partie à cause de la montée des tensions, l'Agence de développement du Sinaï (SDA) a récemment été réactivée, mais ses activités semblent être davantage axées sur le contrôle social et politique que sur le développement communautaire.

### **Une reconfiguration en profondeur de l'agriculture pastorale**

Les incertitudes auxquelles sont confrontés les éleveurs de la WANA aujourd'hui sont donc très différentes de celles des dernières décennies. Les communautés pastorales de la région ont subi de manière intense leur incorporation dans des institutions étatiques et économiques marchandes qui ont considérablement reconfiguré leur périmètre opérationnel, et contribué à une forte réduction de leur autonomie. L'élevage dépend désormais des subventions, des programmes de prêts et des systèmes d'approvisionnement en intrants. La commercialisation des produits est devenue un objectif prioritaire pour la plupart des éleveurs, qui sont



fondamentalement conçus comme de producteurs devant répondre à la demande d'une population de plus en plus exigeante (Bourbouze, 2000; Gertel et Breuer, 2007 ; Daoud et al., 2016). La pression économique et le degré de dépendance résultant des dispositifs étatiques et de la dynamique des marchés sont si dramatiques que dans des circonstances normales, les brebis sont décrites comme "mangent avec l'argent" ou "à se manger l'une l'autre" (Rachik, 2009:82) ou "la brebis mange sa sœur" (Chattou, 2016:141). La figure 2 montre le degré de volatilité qui caractérise l'économie des pasteurs, en termes de tarification des intrants et des extrants.

À un rythme différent selon la trajectoire politique de chaque pays de la région, les comunités pastorales ont été (ré)organisées, leurs ressources ont été transférées et leurs moyens de subsistance ont été de plus en plus intégrés dans une arène économique et politique étendue.

Pour assurer leur emprise sociale et territoriale dans les zones arides intérieures et éloignées, après les indépendances, la plupart des États ont poussé les communautés pastorales à former des organisations formelles. Visant à soutenir l'identité nationale et la légitimité de l'État, cette stratégie a été mise en œuvre pour réduire le pouvoir des structures institutionnelles coutumières, souvent en cooptant les élites et les leaders locaux, et par le biais de formes de petites rémunérations, de programmes d'emploi public ou de tolérance pour les arrangements économiques informels. Dans l'exemple de la Syrie, les réseaux de patronage d'Assad ont permis à l'État de devenir la principale source d'emploi parmi les communautés rurales (Dukhan, 2017).

Du côté des pasteurs, ces évolutions ont été utilisées comme des formes d'action collective pour faire pression et influencer la prise de décision politique. Les communautés pastorales ont fait un usage instrumental des arrangements organisationnels formels pour mieux répondre aux conditions politiques et économiques en constante évolution, en particulier pour faciliter l'accès aux services publics et au soutien, y compris pour recevoir des secours en période de sécheresse. Les formes de patronage et le soutien de l'État en termes de subventions, de prêts et de fourniture d'intrants de production sont finalement devenus les principaux moteurs de la modernisation de l'agriculture et de l'incorporation institutionnelle pastorale. L'appartenance aux organisations pastorales est souvent une condition préalable essentielle pour bénéficier des formes de soutien public, telles que les programmes financiers et une assistance technique à la production et commercialisation (Nori, 2019b).

Les modèles organisationnels ont suivi les différentes trajectoires politiques et idéologiques des pays. En Tunisie et en Algérie, les systèmes coopératifs ont connu un essor, puis un effondrement, tandis qu'en Syrie et en Iran, ils se sont maintenus plus longtemps. Le Maroc, l'Égypte et la plupart des pays du Golfe ont mis en place d'autres structures, d'orientation plus libérale. Ces arrangements institutionnels visaient à démanteler les formes d'organisation coutumières (tribus, clans, élites locales) en les remplaçant par des institutions modernes, tout en étendant la portée des agences et services de l'État parmi les producteurs. Avec leurs réseautage, le Syndicat des éleveurs d'ovins et de caprins (SGBAT) en Turquie et l'Association Nationale des éleveurs Ovins et Caprins (ANOC) au Maroc fournissent l'infrastructure sociale stratégique pour la distribution des ressources gouvernementales (Giray et al., 2015 ; Pastinnova, 2021).

Au fil du temps, cependant, de simples critères administratifs ont été superposés par des affiliations coutumières et sociales à travers des organisations définies comme ethno-lignagères, par lesquelles l'État reconnaît à des différents degrés l'identité et l'autonomie locales (Belhedi, 1989 ; El Alaoui, 1997 ; Lazarev, 2008 ; Nori, 2019b). Ces évolutions ont également été perçues

comme une stratégie pour permettre et justifier le désengagement de l'État dans les territoires arides, conformément aux diktats du PAS [Plan d'ajustement structurel ?] (Rae et al., 2001 ; Bessaoud, 2005 ; Elloumi et al., 2006 ; Chattou, 2016 ; Nori, 2021).

#### **ENCADRÉ - Les coopératives pastorales en Syrie**

En Syrie, l'organisation coutumière qui constituait l'épine dorsale de la société bédouine et le système traditionnel de gestion des ressources, la *hima*, a été cooptée dans le dispositif institutionnel formel et réaménagée sous forme coopérative par l'État. À la fin de 1972, 14 coopératives spécialisées étaient opérationnelles, chacune disposant d'enclos et de magasins d'aliments bétail. Dans les années 1980, on comptait plus d'une centaine de coopératives de ce type qui supervisaient la gestion de millions d'hectares de terres et traitaient d'importantes quantités d'aliments pour le bétail. Ces institutions et les flux de financement public qui permettaient leur fonctionnement constituaient un pilier important du contrat social que l'État avait établi avec les communautés bédouines.

Cependant, ces engagements ont été sérieusement mis à mal depuis les années 1990 par les mesures d'ajustement structurel qui ont reconfiguré les agendas politiques nationales, en transférant les responsabilités tout en diminuant le financement des coopératives. La "redécouverte" de la structure institutionnelle traditionnelle de la "hima" et l'utilisation de concepts tels que la participation locale et le développement autonome sont devenus des instruments de la politique de libéralisation économique visant à promouvoir l'entreprise privée et à désengager l'État de ses périphéries.

Au cours des mêmes années, un Commissariat général a été créé avec pour mandat de "gérer et développer" les terres de parcours de Badia, qui s'étendent sur 10 millions d'hectares dans le centre et le nord-est du pays et servent de pâturage à environ 12 millions de moutons, de chèvres et de chameaux. Principalement axée sur la conservation de l'environnement, la Commission n'a pas abordé les problèmes auxquels les communautés bédouines sont confrontées dans le contexte d'une libéralisation économique croissante, tout en renforçant leur sentiment de marginalisation et leur mécontentement vis-à-vis de l'État et de ses politiques. La sécheresse de 2008 a encore dramatisé la situation; la réponse institutionnelle insuffisante pour soutenir les moyens de subsistance des populations des zones arides a forcé une partie significative de la population à abandonner la Badia intérieure pour les banlieues des grandes villes côtières, contribuant ainsi à éroder la légitimité de l'État dans les zones rurales et à exacerber les tensions politiques à travers le pays (Bocco, 2006; ACSAD, 2011; Gleick, 2014 ; Dukhan, 2017).

Les dispositions institutionnelles ont souvent placé les parcours sous la responsabilité et le contrôle des ministres, départements et agents des forêts, dont le principal objectif était généralement de limiter l'accès aux pâturages des pasteurs et de garantir des dispositions institutionnelles favorisant des droits fonciers plus exclusifs.

#### **ENCADRÉ - Chèvres Yoruk contre foresterie d'État en Turquie**

Le conflit entre l'administration forestière et les éleveurs de petits ruminants a été particulièrement vif en Turquie, où 99 pour cent des forêts et des terres de parcours appartiennent à l'État et à ses agences. Alors que les terres forestières sont gérées par des entreprises d'État, les terres de parcours sont attribuées aux communautés locales pour leur usage commun. Les politiques de l'État, visant à protéger les forêts en excluant les utilisateurs locaux, sont la principale raison de l'émigration intense qui caractérise les communautés de

l'intérieur et des montagnes depuis les années 1980. Les chèvres autochtones ont été les cibles spécifiques de mesures politiques strictes qui ont interdit leur accès aux forêts (article 19 de la loi forestière n° 6831), avec des conséquences importantes sur leurs capacités d'alimentation, notamment en période de sécheresse. Les principales victimes de cette stratégie ont été les pasteurs Yoruk dont les conditions de vie se sont dégradées après l'interdiction de l'accès aux ressources forestières pour le pâturage. Cela a dramatiquement affecté leur gestion traditionnelle des ressources sylvo-pastorales et leurs modes de subsistance (Giray et al., 2015).

L'augmentation du nombre d'incendies due à la croissance incontrôlée de la biomasse forestière a fini par inspirer de nouvelles réflexions sur les pratiques de gestion forestière. Des réglementations récentes ont introduit quelques changements dans les pratiques par le biais des plans locaux de gestion des pâturages par l'administration forestière. Bien que la situation se soit assouplie et que la pâturage ait été rendue possible sur certaines terres forestières, les producteurs et les bergers craignent que toute infraction n'entraîne le rétablissement d'une interdiction générale (Geray et Özden, 2003; Giray et al., 2015).

Sous l'impulsion de l'évolution de l'environnement institutionnel et des dynamiques sociopolitiques locales, la privatisation des terres et la mise en culture des pâturages ont également été poursuivies par les élites locales, au détriment des communautés. Au fil du temps, la privatisation et la fragmentation des terres de parcours est devenue une pratique diffuse dans toute la région comme moyen pour différents groupes sociaux de sauvegarder leurs intérêts en sécurisant les droits fonciers (Lazarev, 2008; Ben Saad et Bourbouze, 2010 ; Kreuer, 2011 ; Nori, 2019a). Cela a contribué à affaiblir les réseaux sociaux communautaires et à accroître l'inégalité et l'insécurité, qui sont désormais reconnues par la plupart des chercheurs comme des lacunes importantes dans les cadres politiques aux niveaux régional et national (Alary et al., 2005; Ates et Louhaichi, 2012 ; Mohamed et al., 2019 ; Nori, 2019a ; Scoones, 2021).

#### **ENCADRÉ - Gestion des parcours en Iran: du flou au fixe**

L'Iran abrite une grande variété de groupes pastoraux dont les conditions ont été dramatiquement influencés par des politiques publiques *top-down*. Les pasteurs pratiquaient différentes formes de transhumance pour exploiter des centaines de milliers d'hectares de pâturage et maintenir des effectifs en équilibre avec la productivité des pâturages. La plupart des terres étaient contrôlées par les khans, l'élite locale, à qui les pasteurs paiaient des loyers pour faire paître leurs troupeaux. Le surpâturage était considéré comme un sacrilège et les khans étaient chargés de surveiller l'état des terres et les taux de charge animale.

Depuis les années 1930, la plupart des communautés de pasteurs transhumants ont été installées dans des plaines improductives, insuffisamment douées en eau et converties de force à des formes d'agriculture dont elles ignoraient tout. Les niveaux de production étaient médiocres, avec pour conséquence inévitable la dégradation des ressources naturelles. Dans ce cadre, la réforme agraire des années 1960 a encore compliqué les choses ; les terres de parcours sont devenues appartenant à l'État et les pasteurs ont été autorisés à les utiliser en vertu d'une licence de pâturage légale accordée par le gouvernement. L'état des parcours s'est rapidement dégradé, car les mécanismes de surveillance et de contrôle étaient inefficaces. La réforme a finalement encouragé l'accaparement et la privatisation des terres, en particulier des sites qui présentaient un certain potentiel pour l'agriculture. Cela a fragmenté le paysage pastoral et réduit sa productivité globale. L'utilisation de machines lourdes dans ces écosystèmes a contribué à leur dégradation. Depuis lors, le cadre politique n'a pas beaucoup évolué, et reste

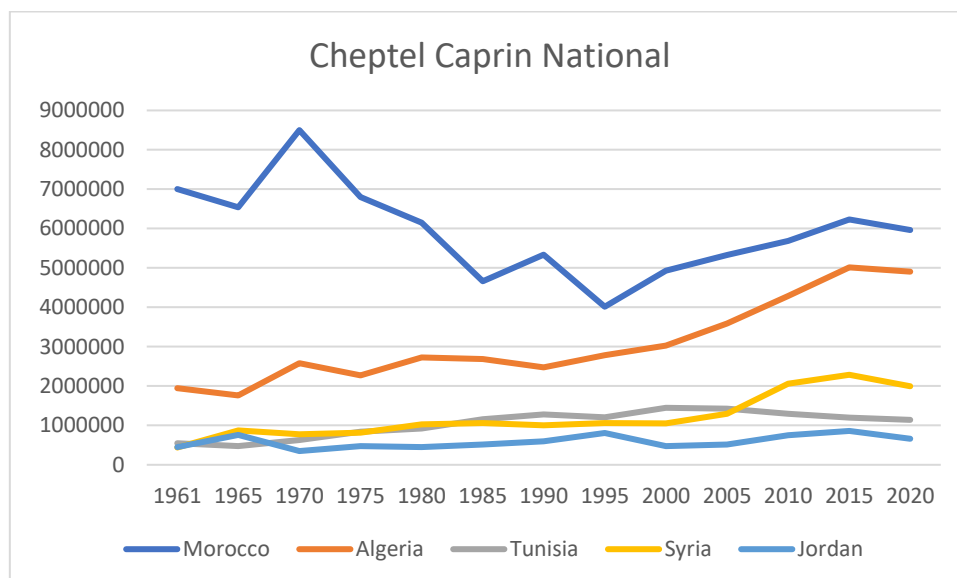
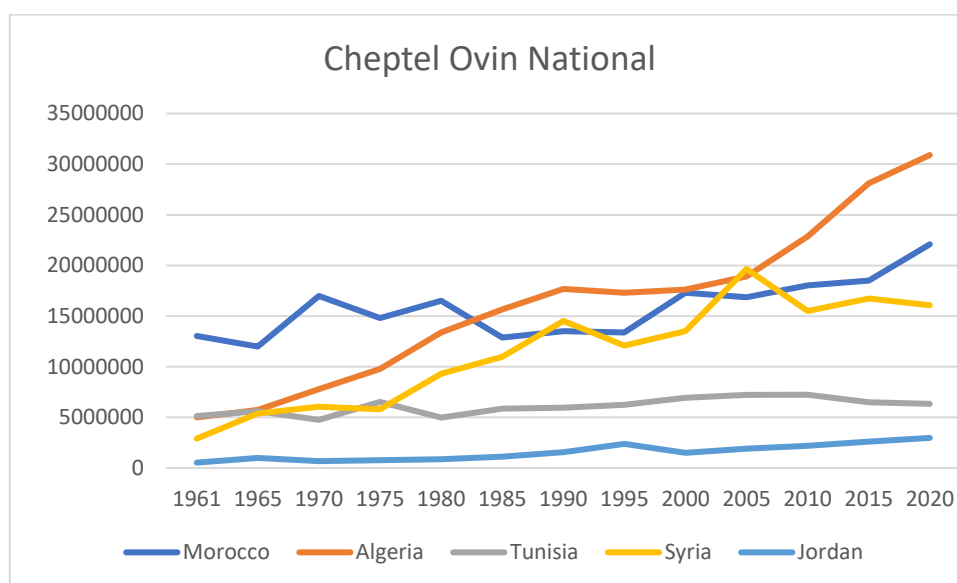
donc une entrave majeure pour la production durable et la gestion des ressources naturelles en Iran (Adeel et al., 2008; Ghorbani et al., 2015).

Les schémas de mobilité ont évolué en conséquence, la libre circulation du bétail a été sévèrement restreinte par le durcissement des frontières internationales et administratives qui coupent les itinéraires pastoraux et par des initiatives politiques visant à la sédentarisation des éleveurs et à leur conversion à des formes d'agriculture plus intensive. Le soutien des organisations internationales et les progrès technologiques ont contribué à remodeler les territoires et la gestion des ressources selon des modèles définis comme la " mobilité inversée " ou la " sédentarisation mobile " (Bourbouze, 2000; Bocco, 2006; Rachik, 2009). Les transports mécanisés et les pompes à eau ont étendu la capacité des pasteurs à accéder et à gérer des ressources éloignées et des opportunités de marché, tout en se sédentarisant dans les villages ruraux. Les routes, les camions, les voitures et les motos, les téléphones portables et l'internet ont contribué à raccourcir les distances entre les familles d'éleveurs, les ressources des parcours et les opportunités de marché (Gertel et Breuer, 2007; Bourbouze, 2017 ; Vidal-González et Nahhass, 2018).

En complément, la plupart des États de la région se sont également engagés dans la mise en place d'infrastructures physiques et politiques chargées de fournir des aliments de bétail (fourrage, orge et sous-produits agricoles), souvent importés d'autres pays ou régions. Facilitées par des subventions et des prêts, et organisées selon des réseaux politiques et des relations socio-économiques, les infrastructures d'approvisionnement sont généralement organisées selon des arrangements impliquant divers niveaux institutionnels à la fois publics et privés, où les agences de l'État s'entremêlent avec des opérateurs privés et des agents du marché (Nori, 2021).

En termes de production, le pâturage a perdu sa prééminence dans les pratiques d'alimentation des animaux. Alors qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle en période de sécheresse, la complémentation en eau et du fourrage est devenue de facto la principale stratégie productive. Les efforts politiques se sont essentiellement dédiés à garantir un flux régulier et constant d'intrants pour intensifier les productions d'élevage et en assurer un niveau de production plus stable et croissant (voir Roe, 2019). Cela s'est accompagné d'énormes investissements dans les infrastructures hydrauliques et le développement de l'irrigation dans les zones à fort potentiel - deux facteurs clés de l'empiètement de l'agriculture et la production de fourrage sur les terres des parcours (Abaab et Genin, 2004; Elloumi et al., 2006; Azimi et al., 2020). Alors que la fourniture d'intrants était justifiée pour diminuer l'exposition des producteurs pendant les années de pénurie, cette stratégie a fourni des incitations importantes pour conserver un plus grand nombre d'animaux, réduire leur mobilité et intégrer les économies agro-pastorales dans des cadres institutionnels et de marché en mutation (Darghouth et Gharbi, 2011; Jemaa, 2016).

**Figure 1. Dynamiques de population des ovins et caprins dans les pays WANA (1962-2005)**



Source: FAOStat dataset.

La modernisation qui s'est matérialisée par l'institutionnalisation du paradigme de l'urgence et de l'aide a permis à court terme d'augmenter la production et de répondre à la demande croissante des consommateurs. Cependant, les effets à long terme d'un tel modèle de développement sont rapidement devenus perceptibles. Nourrir les animaux avec des aliments importés à prix subventionné et vendre leurs produits sur des marchés contrôlés était logique à court terme, mais a généré des nouvelles formes d'incertitude et de risque. Stimulée par les intrants de production acquis à l'extérieur, la densité animale n'a cessé de croître au fil des décennies (figure 1) et s'est considérablement détachée des potentiels des terres de parcours, car la taille, la structure et la mobilité des troupeaux ont cessé de s'adapter aux variations climatiques interannuelles. En conséquence, les parcours ont subi des pressions insupportables, accompagnées de l'effondrement des dispositifs institutionnels qui régulaient

traditionnellement leur accès et leur utilisation (FIDA, 2003 ; Alary et al., 2005 ; Alary et El Mourid, 2005 ; Bourbouze, 2017 ; Mohamed et al., 2019).

#### **ENCADRÉ - La reconfiguration des troupeaux**

L'intensification de l'élevage dans les zones arides de la région WANA a entraîné une spécialisation des troupeaux, où la diversité des espèces élevées a été délaissée au profit d'une seule espèce. La génétique animale a également été drastiquement bouleversée, par le biais de croisements génétiques. Les impacts des sécheresses ayant été atténués par les distributions étatiques d'aliments de bétail et d'eau, des nombreux éleveurs ont croisé leurs troupeaux avec des races importées afin de mieux faire face à l'évolution de la demande de consommation urbaine. Ces animaux peuvent être plus productifs mais sont également plus exigeants en termes d'alimentation et moins résistants aux sécheresses (Chiche, 2002; Abdelguerfi et Marrakchi, 2000 ; Alary et El Mourid, 2005). En raison de leur remplacement ou de leur croisement avec des espèces exotiques, dans les zones arides du Maghreb, sept des seize races ovines locales sont gravement menacées d'extinction. Par exemple, en Algérie, entre 1990 et 2000, la population de brebis Barbarine a diminué de 60 % et celle de D'man de 50 % (Laaziz, 2005).

Finalement, la dégradation des terres de parcours est devenue le nouvel horizon politique des agences nationales et internationales. Avec le passage de la "mise en valeur" à la "mise en défense", les préoccupations politiques ont été réorientées vers l'état des terres de parcours, avec des actions visant à améliorer leur protection et leur réhabilitation. Les liens stratégiques entre les écosystèmes des zones arides, les régimes climatiques et la production animale sont devenus le mandat principal de programmes et d'agences spécifiques établis au fil du temps (Dana Déclaration en 2004. FIDA, 1995; Azimi et al., 2020). Il s'agit notamment du Centre arabe pour l'étude des terres arides et des zones sèches (ACSAD), de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), du Centre international de recherche agricole dans les zones sèches (ICARDA), ainsi que d'agences spécialisées au niveau national. Cependant, la plupart des interventions n'ont porté que sur les aspects biophysiques, avec des investissements importants dans les plantations, les barrières vertes, la fixation des dunes et les systèmes de collecte de l'eau. L'option consistant à restaurer la gestion intégrée des écosystèmes de parcours a été manquée, les communautés locales n'étant souvent impliquées que dans l'exécution des tâches, sous la forme d'une main-d'œuvre à bon marché et disponible localement.

#### **ENCADRÉ - Agendas complémentaires sur les terres de parcours algériennes**

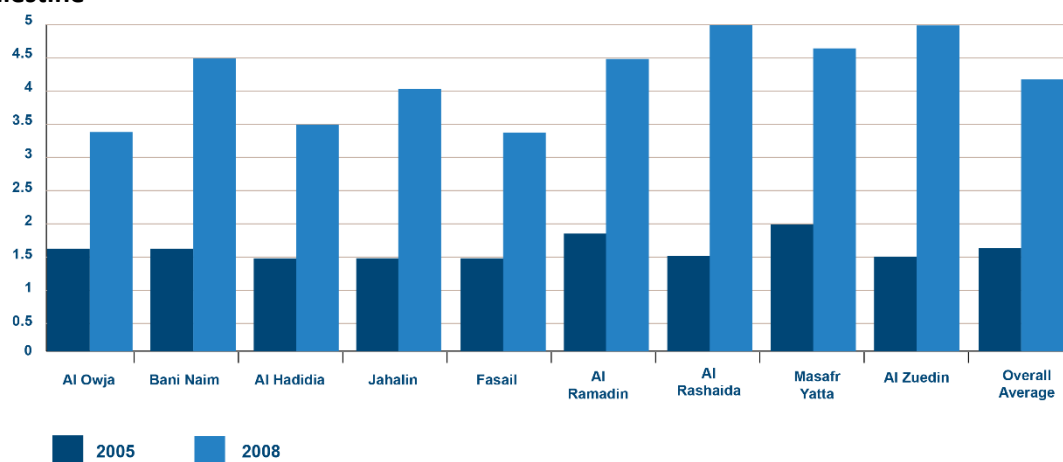
Le plan quinquennal 1985-1990 pour les zones sèches reposait essentiellement sur deux piliers. L'un concernait les parcours (dossier steppe), avec l'objectif de réorganiser leur gestion pour protéger et réhabiliter la base de ressources naturelles, tout en investissant dans des systèmes d'irrigation pour soutenir l'intensification agricole, également liée au secteur de l'élevage. L'autre pilier d'investissement ciblait spécifiquement l'élevage ovin (dossier viande) avec pour objectif d'intensifier la production animale par une intégration stratégique avec les schémas agricoles et l'amélioration des performances des chaînes de valeur associées (Mekhloufi, 2020). L'augmentation de la taille des troupeaux et l'intensification de leur gestion ont exercé une pression énorme sur les ressources des terres de parcours, contribuant ainsi à leur dégradation.

La reconnaissance des conséquences économiques et environnementales des politiques agricoles a obligé certains pays à changer d'approche. Par exemple, en Arabie saoudite, cela a comporté l'abandon des grandes cultures céréalières et a été un élément déclencheur de

l'externalisation des investissements agricoles dans d'autres pays (Jaber et al., 2016). Le financement des mesures politiques d'intensification, contrôle et commercialisation du bétail et des ses produits étant devenu de plus en plus coûteux pour les budgets publics, ces coûts ont été progressivement déchargés sur les éleveurs (Rachik, 2009; Schilling et al., 2012b ; Boubakri et Kadija, 2014 ; Chattou, 2016 ; Sadiki, 2016). Conformément aux dictats du PAS, l'intégration au marché des éleveurs induite par l'État a atteint son apogée lorsqu'elle était devenue directement financée par des ressources privées, tel comme le remise de fonds d' emigrants..

Dans une perspective plus large, le découplage entre alimentation du bétail et potentiel des parcours et la dépendance croissante vis-à-vis des ressources extérieures ont contribué à accroître les incertitudes qui affectent les systèmes de production locaux. Ces évolutions ont, d'une part, accentué la fragilisation des écosystèmes des zones sèches et, d'autre part, généré une dépendance dramatique vis-à-vis des aides publiques et des mécanismes de marché. La capacité des communautés et des familles à contrôler et à gérer leurs moyens de subsistance s'est érodée. Des coûts de production de plus en plus élevés et un endettement croissant, associés à la volatilité des régimes de subventions et des prix du marché, ont entraîné la dégradation des conditions socio-économiques dans la plupart des zones arides (Dhia, 1995). La figure 2 montre le degré de volatilité qui caractérise l'économie des pasteurs en Palestine, en termes de prix des intrants et des extrants. L'orge est normalement achetée pour nourrir les troupeaux et ensuite vendre les agneaux; la viabilité d'une telle stratégie varie d'une période à l'autre, en raison de plusieurs facteurs dont le contrôle échappe aux éleveurs.

**Figure 2 – Volatilité des termes d'échange entre les prix de l'agneau et de l'orge en Cisjordanie, Palestine**



Source: ICRC, 2008

Les pasteurs se sont réorganisés pour faire face aux incertitudes et à leurs évolutions; la sédentarisation des populations et la diversification de l'économie des familles sont remarquables (Nefzaoui et al., 2012; Nori, 2019b). Dans la plupart des communautés rurales périphériques, la migration est devenue ordinaire. Si au départ, cela impliquait surtout des schémas saisonniers vers les zones urbaines en expansion, les flux migratoires se sont progressivement intensifiés et étendus aux pays européens ou arabes à la recherche d'alternatives économiques (Mahdi, 2014; Chattou, 2016 ; Zuccotti et al., 2018). Les revenus générés et envoyés par les migrants constituent désormais un actif financier important pour la plupart des familles pastorales pour faire face aux crises (par exemple, un épisode de sécheresse ou une variations abrupte des prix du marché), ou pour profiter des opportunités locales (par exemple, l'expansion du troupeau ou l'acquisition de terres) (Elloumi et al., 2006; Nori, 2019b ;

Pappagallo, 2021). La migration des jeunes ruraux a des répercussions importantes sur le développement local en termes d'organisation sociale des familles, de structure agricole et de régimes de travail, notamment en termes de genre et de génération.

Ces processus ont contribué à une profonde reconfiguration de l'accès aux ressources, de l'accumulation du capital et de la mobilité sociale dans les zones arides (Boubakri, 2005; Scoones, 2021; Pappagallo, 2021). Les inégalités sociales se sont creusées car les acteurs les plus riches sont mieux à même de tirer parti du soutien de l'État et des investissements fonciers; les groupes les mieux placés agrandissent leurs troupeaux et engagent des bergers issus de familles appauvries pour saisir les opportunités plus lucratives. En revanche, les individus des couches économiques inférieures et des territoires plus difficiles sont les perdants de ces transformations (Bourbouze, 2000; Boubakri, 2002; Dutilly-Diane, 2006 ; Mourid, 2007). Le mélange d'inégalités, d'insécurité et de dépendance croissantes - ainsi que le désengagement progressif de l'État des milieux arides - ont probablement contribué au sentiment de précarité et de frustration qui a nourri les tensions sociales et politiques qui intéressent certaines parties de la région (FAFO, 2016; Daher, 2018).

Depuis les années 1990, le secteur agricole est passé d'une situation de fort contrôle étatique à une situation où l'influence des forces du marché est dominante. Les résultats ont été plutôt décevants; si les années 1980 ont montré les insuffisances de l'approche interventionniste, les décennies suivantes ont marqué l'échec des politiques libérales (Alary, 2006). Les vulnérabilités écologiques et socio-économiques croissantes affectant les zones arides ont conduit à une prise de conscience que leur développement nécessite une perspective plus globale et intégrée, en accordant la priorité aux moyens de subsistance et aux systèmes socio-économiques des populations locales (Nefzaoui et al., 2007; Mekhloufi, 2020). Par la suite, des formes plus participatives de planification du développement sont devenues plus courantes dans le discours politique ainsi que dans les programmes d'investissement, bien que pas partout au même degré. L'effort de promouvoir la décentralisation de responsabilité en matière de gestion des ressources a été promu par des agences internationales telles que l'ICARDA et le FIDA.

#### **ENCADRÉ - Redécouvrir les acteurs locaux**

L'objectif politique de l'ICARDA a été reformulé en vue de fournir "des options techniques, politiques et institutionnelles pour faciliter le rôle des communautés rurales dans l'amélioration et le maintien de leurs moyens de subsistance et de leurs ressources agropastorales" (Nasri et al., 2007:36).

"Pour que la gestion des ressources naturelles soit efficace à long terme, les communautés doivent prendre part aux décisions et s'approprier pleinement la réhabilitation et la gestion des terres". Grâce à une approche rigoureusement participative, le projet a impliqué les bergers bédouins et mobilisé leurs savoirs dans l'élaboration de plans de gestion viables. Les plans ont identifiés les frontières en fonction des droits de pâturage reconnus, établis depuis de nombreuses générations, et ont précisé où, quand et combien d'animaux pouvaient paître en fonction des conditions saisonnières (FIDA, 2011, intervention dans la Badia en Syrie).

#### **ENCADRÉ - Évolution des paradigmes en Tunisie**

La politique foncière tunisienne est assez révélatrice de l'évolution du cadre institutionnel qui influence la gouvernance des ressources pastorales, dans le passage de l'économie socialiste à celle du marché. Initialement collectivisé, le contrôle des terres de parcours communes a ensuite



été converti par la fragmentation et la privatisation des terres, en commençant par les zones plus humides, plus fertiles et mieux connectées.

En 2018, une discussion est en cours dans le pays sur un code pastoral permettant une gouvernance plus équitable et décentralisée et prenant mieux en compte les besoins des pasteurs et impliquant leurs systèmes institutionnels (Dutilly-Diane et El Mourid, 2005 ; Ben Saad et Bourbouze, 2010 ; Werner et al., 2018 ; Jaouad et al., 2018). Le dispositif comprend la Commission nationale des parcours et du pastoralisme (NCRP), qui a pour mission de formuler des recommandations pour le développement du pastoralisme et d'émettre des avis sur toutes les questions relatives, y inclus la conservation des parcours. Les activités du NCRP sont complétées par celles des groupes de développement pastoral (PDG), une plateforme pour faciliter le dialogue entre les professionnels et les différents groupes d'acteurs, et soutenues par les commissions regionales de gestion des parcours. Cette coordination institutionnelle, impliquant les agences gouvernementales, les autorités municipales et les associations de pasteurs, doit superviser la gestion des terres de parcours en introduisant des mesures qui incluent des périodes de repos pour réhabiliter les conditions de parcours, la régulation de la mobilité des troupeaux, la surveillance de la santé globale des parcours et des animaux, et le contrôle des tentatives de privatisation des parcours.

## Une perspective critique du cadre politique du WANA

L'agriculture agropastorale est une source majeure d'alimentation, d'emploi et de revenus pour une grande partie de la population de la région dite WANA; la demande de produits ovins, caprins et camélins est en hausse et la plupart des pays de la région doivent constamment recourir à l'importation d'une grande partie des produits animaux qu'ils consomment - et souvent aussi des intrants nécessaires à leurs systèmes de production, qui sont de plus en plus détachés des parcours locaux. Les dynamiques institutionnelles et de marché en faveur de la sédentarisation et de l'intensification de la production animale se sont avérées incohérentes pour répondre aux besoins à long terme des populations et des écosystèmes ruraux.

Les pasteurs de la région WANA sont principalement considérés comme des fournisseurs de produits animaux et reçoivent un soutien public en conséquence. Des tentatives répétées ont été faites pour convertir les communautés d'éleveurs en producteurs stables et contrôlables par leur incorporation dans les mécanismes de l'État et du marché. Cela explique dans une large mesure la raison d'être de la plupart des financements publics qui soutiennent les systèmes agricoles à forte intensité de capital plutôt que de main-d'œuvre. La réduction de l'engagement public et la polarisation de la dynamique de développement qui en découle ont eu des répercussions importantes en termes écologiques, économiques et sociopolitiques. En particulier dans les régions pastorales arides et isolées, la dégradation des moyens de subsistance locaux présente un potentiel de risque important vis à vis des risques naturels et de l'insécurité sociale, notamment dans des conditions climatiques et politiques instables.

La gestion des troupeaux et les schémas de mobilité du bétail ont été profondément reconfigurés et, alors que les déplacements du bétail sont de plus en plus limités par l'apport d'eau et d'alimentations au bétail, les flux migratoires des membres des familles rurales se sont étendus et intensifiés. L'économie des communautés pastorales des pays de la WANA est diversifiée et dépend étroitement des revenus non agricoles et des transferts de fonds des migrants, et les moyens de subsistance sont de plus en plus assurés par des activités non pastorales qui se déroulent très souvent en dehors des frontières régionales. La transformation des paysages institutionnels, sociaux et territoriaux génère de nouvelles opportunités mais aussi

des tensions selon les statuts économiques, les clivages ethniques, l'appartenance de genre et les générations, et bouleverse les stratégies des pasteurs pour faire face aux incertitudes dans la région.

Comme dans d'autres parties du monde, les approches de développement des périphéries et des territoires marginaux ont été inspirées par les modèles dominants d'intensification pourtant inadaptées aux environnements montagneux ou arides, et ont été mises en oeuvre sans l'implication des sociétés locales. Plus largement, le cadre politique qui régit la gouvernance des systèmes pastoraux et des terres de parcours dans la région WANA a principalement évolué pour servir les intérêts d'autres acteurs - l'État, les consommateurs urbains, les organisations internationales – plutôt que de poursuivre le bien-être des communautés locales.

En conséquence, les arrangements institutionnels et économiques qui ont reorganisé les régimes fonciers, les pratiques pastorales et l'organisation du travail ont affaibli la capacité des populations rurales à gérer de nouvelles formes d'incertitudes et à piloter les transformations de leurs moyens de subsistance. L'histoire récente de l'élaboration des politiques publiques, des investissements et des interventions dans les zones arides de la WANA est marquée par un développement économique fragile, une pression accrue sur les institutions coutumières et des écosystèmes dégradés. L'érosion des savoirs et des compétences pastorales, la perte de la biodiversité des paysages, la diminution de la capacité à faire face au changement climatique et les implications sociales et environnementales plus larges de la marginalisation politique et économique des zones arides pourraient avoir des répercussions sociales et politiques majeures dans l'ensemble des pays de la région WANA.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abaab A., Genin D., 2004. Elevage et politiques de développement agropastoral au Maghreb: quels enseignements pour la définition de nouvelles problématiques de recherche-développement. In: Picouët M. et al. (éd.) *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*, pp.341-358. Paris, IRD
- Abdelguerfi A., Marrakchi M., 2000. Les ressources phytogénétiques fourragères et pastorales : de l'érosion à la conservation. *Options Méditerranéennes*, 45. Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM). Montpellier.
- ACSAD, 2011. Drought vulnerability in the Arab Region: Case study; Drought in Syria—Ten years of scarce water (2000–2010). ISDR and the Arab Center for the Studies of Arid Zones and Dry Lands. [http://www.unisdr.org/files/23905\\_droughtsyriasmall.pdf](http://www.unisdr.org/files/23905_droughtsyriasmall.pdf)
- Adeel Z., Caroline King C., Schaaf T., Thomas R. and Schuster B., 2008. People in Marginal Drylands. Managing Natural Resources to Improve Human Well-being. UN University. Hamilton, Ontario.
- Alary V. and El Mourid M., 2005. Les politiques alimentaires au Maghreb et leurs conséquences sur les sociétés agro-pastorales. *Revue Tiers Monde* XLVI: 785-810.
- Alary V., 2006. L'adoption de l'innovation dans les zones agro-pastorales vulnérables du Maghreb. *Afrique contemporaine*, 3/219: 81-101. DOI [10.3917/afco.219.0081](https://doi.org/10.3917/afco.219.0081)
- Alary V., Nefzaoui A. and Mekki Ben Jemaa M., 2005. Ex-post impact assessment of NRM research in the arid and semiarid areas; the case of the Mashreq/Maghreb project

- experience synthesis of the Tunisian case study. Project SPIA/ICARDA.  
[https://agritrop.cirad.fr/552078/1/document\\_552078.pdf](https://agritrop.cirad.fr/552078/1/document_552078.pdf)
- Al-Tabini R., Al-Khalidi K. and Al-Shudiefat M., 2012. Livestock, medicinal plants and rangeland viability in Jordan's Badia, through the lens of traditional and local knowledge. *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 2: 4.
- Ates S., Louhaichi M. 2012. New approaches for grassland research in a context of climate and socio-economic changes. In: Acar Z., López-Francos A., Porqueddu C. (eds.). *New approaches for grassland research in a context of climate and socio-economic changes*. Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens, 102/511 -516. CIHEAM. Zaragoza.
- Auclair L., Baudot P., Genin D., Romagny B. and Simenel R., 2011. Patrimony for resilience: evidence from the forest Agdal in the Moroccan High Atlas Mountains. *Ecology and Society* 16/4: 24.
- Azimi M., Barzali M., Abdolhosseini M. and Lofti A., 2020. Examining the impact of rangeland condition on water conservation by using an integrated modelling approach. *Land Degradation and Development* 32/3 <https://doi.org/10.1002/ldr.3830>
- Belghazi S., 2013. Scenarios for the Agricultural Sector in the Southern and Eastern Mediterranean. MEDPRO Reports, No. 4 <https://www.ceps.eu/node/7814>
- Belhedi A., 1998. Les niveaux de développement socio-économique régional en Tunisie. In : Quelques éléments du développement régional et local en Tunisie. *Cahiers du CERES, Série Géographie*, 20: 15-78.
- Belhedi A., 1989. Le découpage administratif en Tunisie. *Revue de Géographie du Maroc*, 13/2 : 3-25.
- Ben Dhia M., N. Smiti N. et Gadouar T., 1995. Situation actuelle et perspective de développement de l'élevage du dromadaire en Tunisie au cours du VIIIème plan. In Tisserand J.-L. (ed.). *Elevage et alimentation du dromadaire* Zaragoza. CIHEAM-IAMZ. *Options Méditerranéennes*, Série B. Etudes et Recherches 13: 9-17.  
<http://ressources.ciheam.org/om/pdf/b13/95605337.pdf>
- Ben Saad A. and Bourbouze A., 2010. Les nouveaux visages du pastoralisme moderne du grand sud tunisien. In: Lerin F. (ed.). *Pastoralisme méditerranéen : patrimoine culturel et paysager et développement durable*. *Options Méditerranéennes* : Série A. Séminaires Méditerranéens n. 93. CIHEAM and UNESCO. Montpellier.
- Bessaoud O., 2005 Les organisations rurales au Maghreb: un essai d'évaluation de leur rôle dans le développement agricole et rural. Présenté au séminaire SFER 7-9 novembre 2005, Montpellier. [http://www.iamm.fr/bn/pdf/publi/bessaoud-2005-organisations\\_professionnelles\\_agricoles\\_au\\_Maghreb.pdf](http://www.iamm.fr/bn/pdf/publi/bessaoud-2005-organisations_professionnelles_agricoles_au_Maghreb.pdf)
- BM, 1995. North Africa and Iran: Rangelands development in arid and semiarid areas, strategies and policies. World Bank. Washington DC.
- BM, FAO and IFAD, 2009. Improving Food Security in Arab Countries. World Bank. Washington DC.
- Bocco R., 2006. The Settlement of Pastoral Nomads in the Arab Middle East: International Organizations and Trends in Development Policies. In: Chatty D., (ed.) *Nomadic Societies in the Middle East and North Africa. Handbook of Oriental Studies. Section 1 The Near and Middle East*, Volume: 81. Brill. Leiden.
- Boubakri H., 2005. Les effets des réseaux migratoires transnationaux sur l'économie locale et régionale à Tataouine (sud-est tunisien). In: Charef M. and Gonin P. (eds.) *Emigrés-*

- immigrés dans le développement local, Agadir (Maroc)*. Editions Sud-Contact, pp. 133-158.
- Boubakri H., 2002. Les effets des réseaux migratoires transnationaux sur l'économie locale et régionale à Tataouine. In: Cesari J. (ed.) *La Méditerranée des réseaux*. Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme. Éditions Maisonneuve & La Rose.
- Boubakri H. and Khadija M., 2014. Les investissements des migrants tunisiens à l'étranger: au-delà des chiffres, les vrais effets sur les territoires. In: Daviet, Sylvie (ed.) *Vers un entrepreneuriat transméditerranéen? Les stratégies d'internationalisation des entreprises maghrébines et de réinvestissement des Maghrébins d'Europe*. Editions IRMC-Karthala.
- Bourbouze A., 2000. Pastoralisme au Maghreb: la révolution silencieuse. *Revue Fourrages* 161:3-21.
- Bourbouze A., 2017. L'agro-sylvo-pastoralisme méditerranéen. Presentation at the conference Rencontres Internationales des Acteurs de l'Agro-sylvo-pastoralisme Méditerranéen Octobre 2017. Florac.
- Chatelard G., 2005. Desert tourism as a substitute for pastoralism? Tuareg in Algeria and Bedouin in Jordan. In: *Nomadic Societies in the Middle East and North Africa: Entering the 21st Century*. Brill. Leiden.
- Chattou Z., 2016. Salarisation des bergers et changements des sociétés pastorales. *Zapruder* 40: 140-146.
- Chatty D., (ed.), 2006. *Nomadic Societies in the Middle East and North Africa: Entering the 21st Century*. Brill, Leiden.
- Chiche J., 2002. L'élevage des ovins et des caprins au Maroc entre la spéculation et la rusticité. In: Dubeuf J.P. (ed.) *Evolutions of sheep and goat production systems : Future of extensive systems and changes in society*. *Options Méditerranéennes: Série A. Séminaires Méditerranéens*. Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM). Montpellier  
<http://ressources.ciheam.org/om/pdf/a61/04600113.pdf>
- CIHEAM, 2014. Land Issues in the Mediterranean Countries. *Watch Letter #28*. Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM). Montpellier.
- Dana, 2004. [Déclaration de Dana](#)
- Daher J., The political economic context of Syria's reconstruction: a prospective in light of a legacy of unequal development, Middle East Directions (MED), Wartime and Post-Conflict in Syria, 2018/05. EUI, Firenze.
- Daoud I., Abd-El-Zaher O. M., Alary V., Moselhy N., Salal E., Naga A., Salama O., Duarte L. G., and Tourrand J. F., 2016. Adaptation and Resilience in Pastoral Management of the Mediterranean Bedouin Social–Ecological System in the Northwestern Coastal Zone of Egypt. In: Dong S. et al. (eds.), *Building Resilience of Human-Natural Systems of Pastoralism in the Developing World: Interdisciplinary Perspectives*. Springer International Publishing, Switzerland.
- Darghouth M. A. and Gharbi M., 2011. Impact des mutations de l'environnement sur les maladies d'importance économique: Cas de l'élevage ovin en Tunisie. *Options Méditerranéennes* 97:41–42. CIHEAM
- Deleule M., 2016. Evolution des systèmes d'élevage dans les steppes du Maghreb. Enjeux et perspectives. Thèse en formation en environnement et développement durable. Universités de Sherbrooke et Montpellier

[https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8951/Deleule\\_Margot\\_MEnv\\_2016.pdf?sequence=4&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8951/Deleule_Margot_MEnv_2016.pdf?sequence=4&isAllowed=y)

- Dhia M., 1995. L'élevage ovin en Tunisie Situation actuelle et perspectives d'avenir. Direction Générale de Production Agricole de la Tunisie. Tunis.
- Dukhan H., 2017. From Reform to Revolt: Bashar Al-Assad and the Arab Tribes in Syria. In: Ahearn A., Sternberg T. with Hahn A (eds.). Pastoralist Livelihoods in Asian Drylands: Environment, Governance and Risk. The White Horse Press. Cambridgeshire.
- Dutilly-Diane C., 2006. Review of literature on pastoral economics and marketing: North Africa. A report prepared for the World Initiative for Sustainable Pastoralism. Nairobi.
- Dutilly-Diane C. and El Mourid M., 2005. Implementation of the Pastoral Code. Towards the Emergence of a Local Convention. Final Report, PADEL/ICARDA, 24p.
- El Alaoui M., 1997. Les coopératives pastorales 'ethno-lignagères' du Maroc oriental. Présumés et attendus d'une 'greffe' coopérative. In : Bourbouze A., Msika B., Nasr N., Sghaier Zaafouri M. (eds.) Pastoralisme et foncier : impact du régime foncier sur la gestion de l'espace pastoral et la conduite des troupeaux en régions arides et semi-arides Montpellier. CIHEAM-IAMM. *Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens* n. 32.
- Elloumi M., Alary V., Selmi S., 2006. Politiques et stratégies des éleveurs dans le gouvernorat de Sidi Bouzid (Tunisie centrale). *Afrique contemporaine* 3/219: 63-79.
- FAO, 2016. International statement, Rome, 13 February, Special Session of the Farmers' Forum with Pastoralists and Livestock Breeders, jointly organized by IFAD and VSF. UN International Fund for Agricultural Development, Rome
- FAO, 2021. Website of the FAO Pastoral Knowledge Hub. <https://www.fao.org/pastoralist-knowledge-hub/en/> accessed on 15/11/21
- Fargues P. and Salinari G., 2011. Migratory flows and demographic transition. Long-term evolution and future scenarios. In: Tomorrow the Mediterranean. Scenarios and projections for 2030. IPEMED, Paris.
- FIDA, 1995. Rangeland degradation and socio-economic changes among the Bedu of Jordan: results of the 1995 IFAD Survey. UN International Fund for Agriculture Development. Rome.
- FIDA, 2003. The status of rural poverty in the Near East and North Africa. UN International Fund for Agricultural Development. Rome
- FIDA, 2011. The grass is greener: rehabilitating the Syrian Badia. IFAD post on the Badia project. UN International Fund for Agricultural Development. Rome
- Geray U. and Özden S., 2003. Silvopastoralism in Turkey's Mountainous Mediterranean Region. *Mountain Research and Development*, 23(2):128-131.
- Giray F. Handan, Bal Tufan, Boyar Serkan, 2015. Resilience and competitiveness of Small Ruminant farms in Isparta. Case Study Report, Rethink project
- Gertel J. and Breuer I. (eds.), 2007. *Pastoral Morocco: Globalizing Scapes of Mobility and Insecurity*. University of Leipzig. Nomaden und Sesshafte collection. Reichert Publ.
- Ghorbani M., Mehrabi A.A., Azarnivand H., Bastani S., Jafari M. and Seeland, K., 2015. Communal institutions for the management of rangeland resources and dairy production in Taleghan Valley, Northern Iran. *The Rangeland Journal*, 37(2):169-179.
- Gleick P. H., 2014. Water, Drought, Climate Change, and Conflict in Syria. *Weather, Climate, and Society*, 6/3:331-340 DOI: [10.1175/WCAS-D-13-00059.1](https://doi.org/10.1175/WCAS-D-13-00059.1)

- GSD, 2012. Helpdesk Research Report: Conflict, Exclusion and Livelihoods in the Sinai region of Egypt. Governance and Social Development Research Centre  
<http://gsdrc.org/docs/open/hdq834.pdf>
- Hamadallah G., 2001. Drought preparedness and mitigation plans in the Near East: an overview. Expert consultation and workshop on drought mitigation for the Near East and the Mediterranean. 27-31 May 2001, International Center for Agricultural Research in Dry Areas (ICARDA), Alep.
- Hazell P., P. Oram and Chaherli N., 2001. Managing droughts in the low-rainfall areas of the Middle East and North Africa. EPTD Discussion Paper No. 78. Environment and Production Technology Division. International Food Policy Research Institute (IFPRI). Washington, D. C.
- Hsiang S. M. and Bourke M., 2014. Climate, conflict and social stability: what does the evidence say? *Climatic change*, 123:39-55.
- ICARDA, 2015. *Raising food production: an opportunity to address the Mediterranean's migrant crisis?* - Interview with Director. International Centre For Agricultural Research In The Dry Areas
- ICRC, 2008. Livelihoods in extinction. A study on herding livelihoods in the West Bank. Economic Security Unit, International Committee of the Red Cross. Jerusalem
- ILO, 1962. Sédentarisation del tribus nomades et semi-nomades. Rapport de groupe des conseillers en matière des populations aborigènes et tribales. International Labour Organization. Geneva – quoted in Bocco, 2006
- INRA, 2015. Le système agricole et alimentaire de la région Afrique du Nord –Moyen-Orient : une analyse rétrospective (1961-2012). Institut National de la Recherche Agronomique. Paris
- IPCC, 2014. The Fifth Assessment Report (AR5). UN-Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/>
- Jaber L. S., Diehl K. E., Hamadeh S. K., 2016. Livestock and food security in the Arab region: policy framework. *Food Security*, 8:899–908. DOI [10.1007/s12571-016-0608-4](https://doi.org/10.1007/s12571-016-0608-4)
- Jaouad M., Sadraoui R., and Haouet F., 2018. Situation de l'élevage de petits ruminants en Tunisie : contraintes et perspectives de développement. In: Actes du colloque international «Développement socio-économique et dynamique des sociétés rurales : Pluralité d'acteurs, gestion des ressources et développement territorial». *Revue des Régions Arides*, 44 :197/207
- Jemaa T., 2016. Stratégie d'adaptation des éleveurs et modalités d'utilisation des parcours en Tunisie Centrale. Thèse GAIA SupAgro. Montpellier.
- Karrou M., El Mourid M., and Nefzaoui A., 2007. *Drought management and planning strategies in semi-arid and arid agro-pastoral systems of West Asia and North Africa*. International Dryland Development Commission. International Center for Agricultural Research in Dry Areas (ICARDA). Alep.
- Kreuer D., 2011. Land use negotiation in Eastern Morocco. *Nomadic Peoples* 15/1
- Laaziz D. M., 2005. Small ruminant breeds of Algeria. In: Iniguez L. (eds.). Characterization of Small Ruminant Breeds in West Asia and North Africa. Vol 2: North Africa. International Center for Agricultural Research in Dry Areas (ICARDA), Alep.
- Lazarev G., 2008. L'élevage pastoral dans les Hauts Plateaux de l'Oriental du Maroc. Les notes d'analyse du CIHEAM N° 37.

- Le Houérou H. N., 1975. Problèmes et potentialités des terres arides de l'Afrique du Nord. *Options Méditerranéennes* 26: 17-35
- Leybourne M., Jaubert R. and Tutwiler R. N., 1993. Changes in Migration and Feeding Patterns Among Semi-Nomadic Pastoralists in Northern Syria. ODI Research Reports and Studies.
- Mahdi M., 2014. L'émigration des pasteurs nomades en Europe: entre espoir et désillusion (Between hope and disillusionment. The migration of nomadic pastoralists to Europe). In: Gertel J. and Sippel S.R. (eds.), *Seasonal workers in Mediterranean agriculture. The social costs of eating fresh*. Earthscan. London.
- Meddeb H., 2012. La course à el khobza aux frontières de l'Etat. PhD thesis, CERI-Sciences-Po, Paris.
- Mekhloufi M. Brahim, 2020. Pastoralisme, élevage, sédentarisation et développement durable de la steppe dans la région d'el Bayadh, Algérie. Thèse du Doctorat. Université de Mascara
- Mohamed A. H., El Hawy A. S., Sawalhah M. N. and Squires V. R., 2019. Middle East and North Africa livestock systems. In: Squires Victor R. and Bryden Wayne L. eds., *Livestock management strategies and challenges*. Nova Science publisher, New York.
- Nasri H., El Mourid M., and Nefzaoui A., 2007. Mashreq and Maghreb Project- Achievements and Lessons Learnt from Phases I and II. International Center for Agricultural Research in Dry Areas. ICARDA. Alep.
- Nefzaoui A., Ketata H., El Mourid M., 2012. Changes in North Africa production systems to meet climate uncertainty and new socio- economic scenarios with a focus on dryland areas. In: Acar Z., López-Francos A., Porqueddu C. (eds.). *New approaches for grassland research in a context of climate and socio-economic changes. Options Méditerranéennes: Série A. Séminaires Méditerranéens*, 102:403-421. CIHEAM, Zaragoza.
- Nefzaoui A., El Mourid M., Alary V., Ngaido T., El Harizi K., 2007. Empowering rural communities for better management of desert collective rangelands: from concept to implementation. In: El-Beltagy Adel, Saxena Mohan C., Tao Wang (eds.). *Human and nature. Working together for sustainable development of drylands*. International Dryland Development Commission. ICARDA. Alep.
- Ngaido T., 2002. Overview of Mashreq and Maghreb project. In: Ngaido, T., McCarthy N. and Gregorio M. D. (eds.). *International conference on policy and institutional options for the management of rangelands in dry areas*. Workshop summary paper. CAPRI working paper No. 23 Tunis. <http://www.capri.cgiar.org/pdf/capriwp23.pdf>
- Nori M., 2021. *The evolving interface between pastoralism and uncertainty: reflecting on cases from three continents*. PASTRES and Robert Schuman Centre for Advanced Studies. Working Paper 2021/16, Global Governance Programme, European University Institute, Florence <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/69863>
- Nori M., 2019a. *Herding through Uncertainties – Regional Perspectives. Exploring the Interfaces of Pastoralists and Uncertainty*. PASTRES and Robert Schuman Centre for Advanced Studies. Working Paper 2019/68. Global Governance Programme, European University Institute, Florence. <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/64165>
- Nori M., 2019b. *Herding through Uncertainties – Principles and Practices. Exploring the Interfaces of Pastoralists and Uncertainty*. PASTRES and Robert Schuman Centre for Advanced Studies. Working Paper 2019/69. Global Governance Programme, European University Institute, Florence <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/64228>

- Nori M., El Mourid M., Nefzaoui A., 2009. Herding in a shifting Mediterranean: changing agro-pastoral livelihoods in the Mashreq and Maghreb region. Robert Schuman Centre, European University Institute, Florence  
<http://econpapers.repec.org/paper/erpeuirsc/p0223.htm>
- Nori M., Scoones I., 2018. [Pastoralism, Uncertainty and Resilience: Global Lessons from the Margins](#). *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 9:10
- Nori, M. and Baldaro E., 2017. Games without Frontiers: Development, crisis and conflict in the African agro-pastoral belt. In: Woertz E. and Zurayk R. (ed.), [Crisis and Conflict in the Agrarian World: An Evolving Dialectic](#), CABI Publishing, Wallingford: UK
- Pactores, 2020. Rapid appraisal of governance elements. PACTORES internal report  
[www.pactores.eu](http://www.pactores.eu)
- Pappagallo L., 2020. "Partir Pour Rester": The Role of Migration and Social Institutions in Capital Accumulation in Southern Tunisia. Work In Progress paper. PASTRES.
- Pastinnova, 2021. Project proposal for PRIMA Call. Barcelona.
- Rachik H., 2009. Les nomades et l'argent. In: Bonte Pierre, Elloumi Mohamad, Guillaume Henri and Mahdi Mohamad (eds) *Développement rural, environnement et enjeux territoriaux. Regards croisés Oriental marocain et Sud-Est tunisien*. Cérès Éditions, Tunis.
- Rae J., Arab G., Nordblom T., Jani K. and G. Gintzburger, 2001. Tribes, State, and Technology Adoption in Arid Land Management, Syria. *CAPRI Working Paper* 15. IFPRI Washington, DC <http://www.capri.cgiar.org/pdf/capriwp15.pdf>
- Roe E., 2019. A New Policy Narrative for Pastoralism? Pastoralists as Reliability Professionals and Pastoralist Systems as Infrastructure. STEPS Working Paper 113. ESRC STEPS Centre. Brighton
- Sadiki M., 2016. Comment gérer les épisodes de sécheresse au Maroc ? Quelques enseignements tirés à partir de l'expérience 2016. *Watch Letter n°37*. CIHEAM.
- Scoones I., 2021. Pastoralists and peasants: perspectives on agrarian change. *The Journal of Peasant Studies* 48/1: 1-47 DOI: [10.1080/03066150.2020.1802249](https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1802249)
- Schilling *et al.*, 2012. Schilling Janpeter, Freier Korbinian P., Hertige Elke, Scheffrana Jürgen, 2012b. Climate change, vulnerability and adaptation in North Africa with focus on Morocco. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 156:12-26.
- Sinjlawi N., Nori M., 2005. Small Ruminants, Great Expectations. Livestock Breeding and Food Security in Today's Palestinian Territories. Paper presented at the VSF Europa symposium: The role of Livestock in sustainable local development and poverty reduction. Proceedings published in *Tropicultura*, Brussels
- Tag B., 2007. Social transformation and sedentarization in the Eastern Morocco steppes. In: Gertel and Breuer (eds.) *Pastoral Morocco: Globalizing Scapes of Mobility and Insecurity*. Reichert
- Tasnim J., Huguenin J., Moulin C.H., Najar T., 2016. Les systèmes d'élevage de petits ruminants en Tunisie Centrale : stratégies différenciées et adaptations aux transformations du territoire. *Cahier Agricole* 25 DOI: [10.1051/cagri/201603](https://doi.org/10.1051/cagri/201603)
- USAid, 2011. Morocco. Property Rights and Resource Governance Profile. USAid, Washington
- Werner J., Nefzaoui A., Kailene J., Louhaici M., 2018. A new pastoral code for Tunisia. Reversing degradation across the country's critical rangelands
- World Bank, FAO and IFAD. 2009. Improving Food Security in Arab Countries. World Bank, Washington, World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23966>



Yaari E., and St. Pierre, N., 2011. Sinai: The New Frontier of Conflict?. Policywatch 1872. The Washington Institute. <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/sinai-the-new-frontier-of-conflict>

Zdruli P., 2012. Land Resources of the Mediterranean: Status, Pressures, Trends and Impacts on Future Regional Development. *Land degradation and development*. DOI: 10.1002/ldr.2150

Zuccotti C. V., Geddes A. P., Bacchi A., Nori M., Stojanov R., 2018. Rural Migration in Tunisia. Drivers and patterns of rural youth migration and its impact on food security and rural livelihoods in Tunisia. Food and Agriculture Organization of the United Nations. Rome <http://www.fao.org/documents/card/en/c/I9193EN>



*Grazing dryland terraces in southern Tunisia. M. Nori, 2019 PASTRES*